

Conférence internationale de Madrid « la sécurité alimentaire pour tous »

Une réunion de haut niveau intitulée « la sécurité alimentaire pour tous » s'est tenue à Madrid, les 26 et 27 janvier, à l'initiative du Premier Ministre espagnol, M. José Luis Rodriguez Zapatero, en collaboration avec le Secrétaire général des Nations unies (ONU), M. Ban Ki-moon. « *La crise alimentaire reste d'actualité et risque de s'aggraver* », a expliqué Jacques Diouf, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), lors de l'ouverture de la conférence. Il a souligné que « *les prix restent très volatils, et pourraient augmenter de nouveau. Les conséquences de la crise économique pourraient venir empirer cette situation* ». Au cours des échanges, la Banque mondiale a mis en avant le fait que « *le resserrement du crédit pourrait, en diminuant les investissements des agriculteurs, entraîner un rebond des cours dès la prochaine récolte 2009-2010* ». Les 95 pays participants ont signé la « *déclaration de Madrid* » qui appelle à une augmentation substantielle des ressources et de l'aide au développement. Ils demandent en particulier la création d'un groupe réunissant les associations d'agriculteurs, la société civile, les associations féminines, le secteur privé, les gouvernements des pays en développement et les organisations régionales et internationales afin de poursuivre la réflexion. Le texte reprend les mesures énoncées par le Groupe de travail des Nations Unies sur la crise alimentaire qui appelle « *à la création de systèmes agricoles durables et de filets de sécurité fiables* ». En clôture, M. Zapatero a annoncé que « *l'Espagne va apporter 200 millions d'euros par an sur les cinq prochaines années pour les politiques publiques en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire* ». Il a ajouté qu'une quinzaine de pays, non spécifiés, s'étaient déjà engagés à verser un total de 5,5 milliards de dollars.

39^e édition du Forum économique mondial de Davos

A l'occasion du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, du 29 janvier au 1^{er} février, les premiers ministres russe et chinois, Vladimir Poutine et Wen Jiabao, ainsi que le ministre indien du Commerce Kamal Nath, ont dénoncé les attitudes « *égoïstes* » des puissances ayant adopté des mesures protectionnistes. Certains gouvernements ont en effet pris des mesures renforçant leurs barrières commerciales tout en restant dans le cadre autorisé estimé l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC a toutefois dressé une liste des pays à surveiller qui mentionne en particulier l'Argentine, la Chine, l'Indonésie, l'Equateur, l'Egypte, le Vietnam, l'Inde. L'Union européenne y est également citée en raison des soutiens accordés aux banques et de la réintroduction des subventions à l'exportation pour des produits laitiers.

Dans ce contexte, les ministres du Commerce d'une vingtaine de pays¹ se sont engagés le 31 janvier à tenter de lever, en 2009, les obstacles empêchant la clôture du cycle de Doha. Dans un communiqué publié à l'issue de leur réunion, ils ont aussi promis de ne pas créer de nouvelles barrières commerciales. La ministre suisse de l'Économie, Doris Leuthard, a même déclaré que les ministres pourraient se retrouver pour négocier avant le sommet du G20, le 2 avril à Londres.

Par ailleurs, le 30 janvier, les responsables africains présents à Davos ont appelé les pays riches à ne pas diminuer l'aide et les investissements sur leur continent. « *L'Afrique a fait beaucoup de progrès ces dernières années et nous voudrions consolider cela. J'en appelle à nos amis donateurs pour qu'ils ne fassent pas de coupes* », a lancé l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Le Premier ministre du Kenya, Raila Odinga, a souligné que ce n'était « *pas le moment de diminuer le flux de capitaux vers l'Afrique* », relevant que « *certaines économies devraient souffrir plus que d'autres* », et que les effets de la crise se faisaient surtout sentir pour les exportations. La Première ministre du Mozambique, Luisa Dias Diogo, a fait observer que l'aide à l'Afrique représentait peu de chose pour les pays occidentaux face aux milliards de dollars d'aide « *engloutis* » dans le soutien à leurs banques et leurs industries. Enfin, le fondateur de Microsoft, Bill Gates a insisté sur le fait que le « *travail pour aider les plus pauvres du monde est encore plus important dans le contexte de la crise financière mondiale* ».

Le Forum social mondial de Belém

Du 27 janvier au 1^{er} février, le Forum social mondial a réuni à Belém, au Brésil, plus de 133 000 personnes. Les organisations non gouvernementales participantes (plus de 5800) ont tenté de proposer des mesures pour faire face à la crise mondiale comme « *la création d'un nouveau système de réserves internationales qui ne soit plus basé sur le dollar, le démantèlement des paradis fiscaux, la surveillance stricte des mouvements de capitaux et la lutte contre la spéculation sur les matières premières (aliments et énergie)* ». Les participants se sont également interrogés sur la légitimité du G20 dans la résolution de la crise actuelle, estimant que celle-ci devrait être traitée dans un organisme plus large et plus démocratique, comme une « *ONU réformée* ». Mme Fatima Mello, du comité organisateur a expliqué que la crise a obligé le Forum à améliorer ses propositions, précisant qu'ils lanceraient en 2009 « *des journées d'actions mondiales afin que les pauvres ne payent pas les pots cassés* ».

¹ Parmi les participants à la réunion de Davos figuraient entre autres les ministres du Brésil, du Japon, de l'Inde, de l'Australie, de la Chine et la Commissaire européenne au commerce Catherine Ashton. Les Etats-Unis, dont le portefeuille du Commerce n'a pas encore été attribué, était représenté par leur ambassadeur à l'OMC Peter Allgeier.